



Comité National 12-02-2011 – rapport introductif

*J*e commencerai par rappeler quelques données qu'il est indispensable de connaître pour avoir une vision la plus exacte possible des **évènements actuels d'Egypte** et de Tunisie. Les peuples des pays du monde arabe représentaient 100 millions d'habitants en 1970 (il y a 40 ans). Il sont aujourd'hui plus de 300 millions dont près de 85 en Egypte (19 millions en 1945), 35 en Algérie (10 en 1962), 32 au Maroc, 10,5 en Tunisie. L'Egypte devrait atteindre 110 millions d'habitants en 2030 (dans 20 ans), c'est comme si la France était passée de 10 millions en 1945 à 185 millions aujourd'hui.

Bien plus encore que la Tunisie, l'Egypte est étroitement soumise à l'impérialisme américain. Ceci à la fois pour des raisons stratégiques, économiques et politiques. Pays le plus peuplé des pays arabes, il est situé au cœur de ce « grand Moyen-Orient » que s'acharnent à créer les dirigeants US. Il est également et cela est très important pour les raisons que vous savez, frontalier avec Israël.

Revenons à la Tunisie pour rappeler que l'éviction de Ben Ali a été organisée en concordance étroite avec les dirigeants américains, lesquels ont écarté depuis déjà de nombreuses années leurs homologues français. C'est donc à l'ambassade US que le départ de Ben Ali s'est préparé sur le terrain, si l'on en croit l'information donnée par la presse française.

En Tunisie, en Egypte,, au Maroc, en Algérie, on compte 1 habitant sur 5 (20%) âgé de 15 à 24 ans et les moins de 30 ans représentent les 2/3 de la population. En Egypte, en Algérie et en Tunisie, 20% des jeunes font des études supérieures mais le chômage frappe lourdement la population. 1 Egyptien sur 5 ne trouve pas de travail.

En Egypte comme en Tunisie, derrière des taux de croissance économique élevés, on rencontre une misère terrible. Les inégalités sociales sont de plus en plus flagrantes. Le revenu du capital a augmenté de 90% ces dernières années . le peuple n'en a pas vu la couleur. 2 actifs sur 3 connaissent le sous-emploi, 4 égyptiens sur 10 doivent vivre avec moins de 2 dollars par jour, en dessous du seuil de pauvreté. Les investissements étrangers directs ont été multipliés par 10 en 10 ans, en particulier dans le textile, l'équipement électrique, l'agro-alimentaire. Les recettes du Canal de Suez rapportent 4 milliards d'euros, les aides que les dirigeants US versent depuis les accords de Camp David (en 1979) atteignent 2 milliards d'euros par an. Combien de français savent-ils que 50% du gaz naturel utilisé en Israël est produit en Egypte ?

Faut-il rappeler que l'Egypte est l'un des rares partenaires diplomatiques de l'Etat d'Israël surtout depuis la détérioration des relations avec la Turquie et la Jordanie ? L'Egypte et Israël sont des alliés de taille des USA. Ils reçoivent une aide – civile et militaire – substantielle. C'est dire une fois de plus, à quel point ce qui se passe actuellement en Egypte et en Tunisie est un évènement de la plus haute importance.

Tout récemment la Banque Mondiale rappelait que la Tunisie était devenue un paradis pour les multinationales. Sarkozy affirmait en 2008 : « l'espace des libertés progresse en Tunisie ». En 2009 le socialiste Strauss-Kahn, directeur du FMI félicitait Ben Ali en ces termes « ...La politique économique adoptée en Tunisie est une politique saine et constitue la meilleure méthode à suivre pour les pays émergents ».

Sami Aouadi est membre de la direction nationale de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens qui comprend 600.000 membres selon ses dirigeants. Interrogé par le journal « L'Humanité », il répond : « Nous allons exiger une revalorisation de nos salaires et de notre pouvoir d'achat, une amélioration de nos conditions de travail et le respect des libertés syndicales. Nous demandons la mise en cause du modèle de développement économique adopté par la Tunisie. Je fais référence au consensus de Washington d'inspiration néo-libérale, qui recommandait que les Etats se désengagent et que les marchés s'ouvrent à la concurrence étrangère ».

Il y a encore peu, la Banque Mondiale (toujours elle !) décernait à tour de bras des bons points à l'Egypte et les politiciens français de droite et de gauche n'étaient pas en reste !

Mais, en Egypte comme en Tunisie, ce que revendique le peuple, c'est avant tout du travail, un salaire correct, des conditions de vie décentes, un avenir qui se soit plus bouché. Il s'agit de revendications précises, celles des travailleurs et du peuple exploité par le capitalisme.

Le peuple vient de dire NON à cette politique. Tant que ces revendications fondamentales ne seront pas satisfaites, la lutte durera sous une forme ou sous une autre. **La lutte qui vient de s'engager n'en est qu'à ses tout débuts.** Les manœuvres des uns et des autres ne parviendront pas à la faire disparaître car il s'agit de la lutte des peuples contre le capitalisme, une lutte qui a gagné aujourd'hui cette région du monde.

Les évènements d'Egypte et de Tunisie ont pris de court les représentants du capitalisme international, Américains et Européens en tête. Cependant comme il était prévisible leur réaction ne s'est pas fait attendre. Obama a dit qu'il fallait prendre « ...une décision ordonnée, constructive et sérieuse ». Hillary Clinton, secrétaire d'Etat américaine qui était à Munich a déclaré « Nous voulons débiter un processus qui conduira à une transition ordonnée avec ses étapes et ses mesures concrètes qui mènent à des élections libres et équitables ». Les 27 dirigeants européens présents à cette conférence de Munich ont dit la même chose : « Il faut que la transition commence maintenant, a insisté Herman Van Rompuy, le Président du Conseil Européen. Des élections libres sont-elles la porte ouverte au fondamentalisme ? Je ne le crois pas ». « En Egypte le pouvoir politique doit répondre par la réforme politique » lit-on dans le texte final. Sarkozy a déclaré la même chose : « Ce qui compte, c'est que la transition démocratique se fasse sans tarder...mais nous laissons aux Egyptiens le soin de déterminer qui doit la conduire et comment ».

Tous parlent abondamment de « transition démocratique », autant de discours qui se servent qu'à masquer leur refus de satisfaire les revendications des travailleurs et du peuple en lutte. Nous connaissons cela en France quand on nous parle de

battre Sarkozy pour établir un pouvoir soi-disant démocratique qui gèrerait bien sûr le capitalisme mais paraît-il de meilleure façon !

Ben Ali et Moubarak sont membre de l'Internationale Socialiste. Au Parti Socialiste français cela n'a dérangé personne, du moins jusqu'à ce que les événements d'Egypte et de Tunisie soient déclenchés. Depuis le PS a demandé l'exclusion de ces deux personnages avec en prime celle de Gbagbo, membre lui aussi de l'Internationale Socialiste.

Ce qui a commencé en Egypte et en Tunisie est quelque chose d'important qui s'élargira. Les manœuvres de dévoiement et de récupération de la lutte peuvent aboutir momentanément mais ce qui reste c'est la lutte contre l'exploitation capitaliste elle-même qui vient de se manifester parce qu'elle est devenue insupportable. Un processus qui peut être long vient de s'ouvrir et se développera quels que soient les nombreux obstacles externes et internes qu'il rencontrera. Cela dit, on mesure à quel point l'absence d'un parti révolutionnaire dans ces pays pèse sur le développement des luttes et sur leur orientation.

En France, nous sommes une fois de plus le seul Parti à donner une analyse de classe, une analyse révolutionnaire sur ces événements. On imagine l'audience que notre position rencontrerait si nous pouvions avoir accès aux médias. On s'en rend compte quand nous discutons de cette question avec des proches, des collègues de travail. Nous disposons de notre site avec notre hebdo et de notre journal, utilisons-les en priorité, pour faire connaître notre analyse partout. Nous suivons de très près la situation et nous nous exprimons. Profitons de l'organisation des réunions grandes ou petites, avec nos sympathisants, partout où nous sommes présents, pour parler de ces événements.

Nous voulons redire ici toute notre solidarité et notre soutien au peuple Tunisien et au peuple Egyptien dans leur lutte contre le capitalisme exploiteur. Leur lutte est notre lutte.

Quels sont les aspects nouveaux de la situation dans notre pays depuis notre 5^{ème} congrès ?

En 2010, en France les entreprises, surtout les grandes, ont réalisé des profits considérables. « De mémoire de banquiers, jamais les multinationales françaises n'ont dégagé autant de cash » constate le Président de l'Institut des Administrateurs bancaires.

Déjà en 2009 chez Vallourec les dividendes pour les actionnaires ont bondi de 1000% (oui, vous avez bien lu !) mais la masse salariale elle, n'a augmenté que de 35% ! Chez France-Télécom les dividendes ont augmenté de 462%, la masse salariale de 19%, chez Schneider les dividendes ont progressé de 88%, la masse salariale **a baissé de 6%**, chez Air liquide les dividendes ont cru de 78% mais la masse salariale a augmenté de 3%, chez Bouygues les dividendes ont augmenté de 241% et la masse salariale de 24%, chez AXA les dividendes ont augmenté de 51%, la masse salariale a baissé de 3%, chez Sanofi-Aventis les dividendes ont augmenté de 100%, la masse salariale **a baissé de 2%**.

Rappelons que 80% des augmentations de salaires sont captées par le 1% des salariés les mieux payés.

Sur les 7 dernières années, les dividendes par action des 24 groupes du CAC40 ont

plus que doublé (+110%) pendant que la masse salariale augmentait...de 8% !
Cette situation vole aux salariés de 90 à 100 milliards d'euros pas an !

En 10 ans les salariés des Ciments Lafarge dans le monde ont augmenté leur productivité par personne de 56% quand les charges de personnel par personne progressaient de 26% seulement. Chez Michelin ou à Air-Liquide le rendement par personne croit deux fois plus vite que la masse salariale. La rente versée aux actionnaires de TOTAL en 5 ans dépasse de 19% les sommes dédiées à la masse salariale (49 milliards d'euros contre 41).

(Notons que la masse salariale comprend, outre les salaires, ce que l'employeur doit verser pour payer les retraites, la Sécurité Sociale...)

En 3 ans, les entreprises du CAC40 ont licencié en France 69.000 salariés mais dans le même temps elles ont augmenté leurs effectifs à l'étranger de 275.000, dans les pays asiatiques) main d'œuvre bon marché ! Les effectifs français de VEOLIA ont diminué de 11% en 4 ans (2007 - 2010) mais ils ont grandi de 38% en Asie !

Alsthom annonce 4.000 licenciements en Europe et aux Etats-Unis, pour un mois plus tard inaugurer à Tianjin (Chine) une usine de Turbines hydroélectriques. Le groupe Lafarge (encore lui !) affecte 80% de ses nouveaux investissements hors Europe occidentale. Saint-Gobain consacre seulement 20% des ses investissements en France etc...

Pour la cinquième année d'affilée la revalorisation du SMIC est au dessous de l'inflation. Le gouvernement l'a augmenté de 1,6% au premier janvier : 21 euros bruts mensuels. Selon le rapport du Ministère du travail sorti le 30 novembre dernier : 44,9% des salariés au SMIC ou au voisinage (0,8 à 1,1 SMIC) le sont toujours trois ans plus tard et 13% le sont encore au bout de 13 ans.

En 2010, la hausse du salaire réel n'a été que de 0,3%, ce qui, compte tenu de l'inflation équivaut à sa baisse. Du jamais vu depuis 10 ans ! Les profits d'envolent, les rémunérations des dirigeants d'entreprises battent des records, les inégalités se creusent profondément et de plus en plus vite.

Nous avons souligné lors de notre 5^{ème} congrès que le capital et le pouvoir voulaient aller beaucoup plus loin et beaucoup plus vite.

Etre « compétitifs », c'est l'axe autour duquel tourne toute la politique du pouvoir. C'est devenu un impératif absolu pour le développement du profit capitaliste en France comme ailleurs.

C'est pour être « compétitif » que le pouvoir veut conduire rapidement à leur terme toutes les « réformes » qui sont engagées, en même temps qu'il en entreprend de nouvelles. Après la réforme des retraites le pouvoir va accélérer l'attaque contre notre Sécurité Sociale et notre système de santé. La réduction drastique des dépenses publiques et sociale, le gel des salaires, des suppressions massives d'emplois sont programmés. C'est la réforme de l'enseignement avec dans le supérieur l'autonomie totale des universités, c'est la réforme des collectivités territoriales avec en ligne de mire la création de grandes régions sous la coupe directe de l'Europe capitaliste.

« Le Figaro » du 9 février, sous le titre « compétitivité : le tableau sombre du MEDEF » donne une page au MEDEF qui vient de publier « cartes sur table », diagnostic de l'Economie française réalisé tous les 2 ans par l'organisation patronale. **Laurence Parisot affirme** à propos de ce diagnostic : « il doit être à la base de tous les débats, toutes les idées, toutes les réflexions qui pourront être présentées en 2010 ».

Le diagnostic : « Les entreprises françaises souffrent structurellement d'un manque de compétitivité. La France est le seul pays où les rémunérations augmentent plus vite que la production, ce qui n'est pas soutenable ». Laurence Parisot juge donc urgent de revenir à une « compétitivité équitable »

Philippe Varin est le Président de PSA Peugeot-Citroën. C'est donc quelqu'un qui compte dans les sphères du pouvoir. Il s'est exprimé récemment dans le quotidien financier « Les Echos ». Il appelle « un nouveau pacte social pour sauver notre industrie ». Que propose-t-il ? Que la France « ait le courage de remettre à plat, sans préjugés, le mode de financement de son modèle social ». Il regrette que « le poids des cotisations sociales se soit accru en France, représentant aujourd'hui 83% du salaire net, contre 47% en Allemagne ». Il ajoute : « le levier prioritaire est la baisse des cotisations sociales qui pèsent sur le coût du travail. Compétitivité et fiscalité sont intrinsèquement liées ». Coût du travail, compétitivité, les mots sont lâchés ! Il poursuit « Aujourd'hui, à la tête de PSA Peugeot Citroën, il est de ma responsabilité d'appeler à un nouveau pacte social pour remettre l'industrie au cœur de la croissance française.

Louis Gallois est le Président de EADS depuis 2006, après avoir été PDG d'Aérospatiale puis de la SNCF. C'est dire que lui aussi a l'oreille du pouvoir. « Les Echos » du 24 janvier l'interviewent sur la compétitivité en Allemagne et en France. Réponse : « L'Allemagne a mené une politique de compétitivité qui a fonctionné. Ils ont privilégié l'emploi aux salaires. Les charges sociales ont été pour partie transférées des entreprises vers la fiscalité. En dix ans, les cotisations sociales pesant sur les entreprises ont baissé de près de 2 points de PIB. En France on ne pourra pas durablement bénéficier d'un système de protection sociale financé à ce point sur les salaires. Il est temps de mettre en œuvre une réforme fiscale de grande ampleur ».

Le bien connu **Serge Dassault** est aussi propriétaire du « Figaro » dans lequel il nous a adressé ses vœux : « Comment améliorer notre compétitivité ? D'abord, revenir aux 39 heures comme l'ensemble des pays européens, ce qui nous économiserait près de 30 milliards annuels. Ensuite on peut agir sur les charges qui pèsent sur les salaires en les diminuant jusqu'à leur suppression totale. Nous vivons dans un univers de plus en plus compétitif, où notre place est contestée et nous devons nous battre pour la conserver ».

Les objectifs économiques et politiques du capital et de son gouvernement sont clairement affirmés. Ils ne nient surtout pas les difficultés qui assaillent le peuple, comment pourraient-ils faire autrement ?

Ils disent carrément que ces difficultés proviennent de la « compétitivité » inévitable selon eux, qui oppose les Etats en Europe et dans le monde. Ce constat établi, ils affirment que pour changer la situation en France il n'existe qu'une seule solution : être plus « compétitif », ce qui suppose avant toute chose, de baisser le coût du travail. Pour y parvenir, des sacrifices sont donc indispensables. Puisqu'ils sont indispensables faisons en sorte qu'ils soient équitables ! Sur cette base disent-

ils, il est possible d'aboutir à ce « pacte social » dont ils parlent tous et qui n'est rien d'autre que l'association capital-travail, vieille comme le capitalisme lui-même mais mise au goût du jour. Ce « pacte social » c'est la meilleure façon pour le capitalisme de maintenir sa domination dans les conditions d'aujourd'hui.

Qu'en pense le Parti Socialiste ? Lui aussi pense que des « sacrifices » sont inévitables. M. Aubry l'a exprimé ainsi : « la situation est difficile, il y aura des efforts, des sacrifices à faire mais il faut garantir qu'ils soient équitablement répartis ». Elle a proclamé mercredi dernier à Dakar, qu'elle veut un monde solidaire. Solidaire avec qui, avec le capital international ? Le FMI de Strauss-Kahn vient d'appeler les pays à réduire les dépenses que devrait entraîner le vieillissement de la population. Il déclare : « certains pays, par exemple la France et l'Italie, ont fait des pas dans cette direction mais davantage pourrait être fait ». Dans le même temps un élu socialiste proche du même Strauss-Kahn estime cyniquement que « si une réforme est appliquée avant 2012 ce sera toujours ça de moins à faire si nous revenons au pouvoir ».

Le PS est égal à lui-même. Il s'inscrit dans le système capitaliste, le meilleur système selon lui. Qu'il soit dans l'opposition ou au pouvoir, il ne fait que gérer les affaires du capital, on l'a vu encore récemment au moment de la réforme des retraites où il s'est prononcé pour une réforme et a approuvé l'allongement des années de cotisations.

Quant aux autres formations politiques de gauche, de Mélenchon au PCF, du NPA aux Verts etc... elles sont prêtes à s'allier avec lui au 2^{ème} tour des élections cantonales et surtout en 2012.

Battre Sarkozy pour faire quelle politique ? C'est à cette question qu'il faut répondre. Mais tous, absolument tous restent dans le vague parce qu'ils ne veulent surtout pas s'attaquer au capitalisme ni en France ni ailleurs. Ils veulent uniquement « négocier » avec le capital les reculs que celui-ci imposera au peuple avec leur aide.

Non ! une victoire éventuelle du PS et de ses alliés en 2012, ne sera pas celle des forces de progrès !

Nous sommes à quelques mois de la Présidentielle et à quelques semaines des cantonales. Ce serait donc le moment de dire très fort qu'il est indispensable d'augmenter les salaires, de créer des emplois en particulier pour les jeunes, d'élever le niveau de vie du peuple, de donner des moyens à l'enseignement à une véritable politique de santé etc.... Ce serait le moment de dire que c'est possible. Et surtout ce serait le moment d'expliquer comment y parvenir, en combattant le capital. Au lieu de cela nous entendons parler des vacances de Fillon, de Mme Alliot Marie et d'une foule d'autres choses qui nous éloignent des vraies questions.

Tout cela fait le jeu du Front National. Sa présidente multiplie les envolées contre « le règne de l'argent roi » ou « l'ultralibéralisme » incarné par D. Strauss-Kahn et N. Sarkozy. Elle parle même de Jaurès, trahi par la gauche, du FMI et des beaux quartiers. Que répond M. Aubry ? « le problème face à Marine Le Pen qui avance des idées simplistes, c'est que nous sommes obligés d'être dans la complexité ».

La « complexité » Mme Aubry, c'est que vous évitez soigneusement de dire, comment faire aboutir les revendications populaires, ce qui en effet impossible

pour vous.

L'élection présidentielle de 2012 s'annonce difficile pour Sarkozy. Au cas où son remplacement s'avérerait indispensable, les capitalistes qui dirigent réellement la France préparent activement sa relève. De quelle façon ?

D'une part en lançant un autre candidat issu lui aussi de la droite classique de l'UMP et Cie. Les candidats ne manqueront pas.

D'une autre, la possibilité de l'élection d'un socialiste soutenu par ses alliés de la gauche plurielle est également envisagée. Avec Strauss-Kahn, Aubry ou Hollande etc... comme président, le capital ne court aucun risque puisqu'il aura la garantie que la même politique sera poursuivie à son service. C'est ce que font les socialistes dans les pays d'Europe où ils sont présidents. C'est ce qu'ont fait Mitterrand et Jospin et leur gauche plurielle dans notre pays.

Reste également l'utilisation du Front National comme épouvantail (souvenez-vous de 2002) ou éventuellement comme allié, comme c'est le cas dans plusieurs pays européens.

Changer l'étiquette pourvu que le contenu du flacon reste le même, le capitalisme est coutumier du fait partout en Europe et dans le monde.

Ainsi en France pour assurer la continuité de sa domination, le capital tient 3 fers au feu. Il sait pouvoir utiliser la droite, de l'UMP aux centristes, le Parti socialiste et ses alliés et même le Front National. C'est de cette façon qu'il prépare l'élection présidentielle de l'an prochain.

Nous le savons, le remplacement de la droite par le PS et ses alliés non seulement ne changera rien mais surtout conduira inévitablement à l'aggravation des difficultés du peuple.

Pour que les choses changent dans le bon sens, il n'y a pas d'autre solution que de s'attaquer aux forces du capital. Nous savons bien que le rapport des forces ne nous permet pas d'en finir aujourd'hui une bonne fois pour toutes avec le régime capitaliste. Mais nous savons surtout, que nous pouvons l'obliger à des reculs important dès maintenant. A une condition : que les travailleurs et le peuple les imposent.

S'ils se rassemblent dans la lutte contre le capitalisme et ceux qui le représentent, nous avancerons. **Mais pour que ce rassemblement se développe nous devons, plus que jamais faire la clarté sur tous ceux qui préparent une alternance sans risque pour le capital, une fois de plus.** Tous ceux là sont conduits à mener la même politique que leurs prédécesseurs. Leur refus d'envisager la disparition du capitalisme comme une étape obligatoire du progrès de la société, conduit inévitablement à cette attitude. On comprend ce que représenterait pour un Strauss-Kahn par exemple la fin du capitalisme ! C'est pourquoi tous les individus de son genre, à quelque niveau qu'ils soient dans la société (et bien d'autres avant eux) affirment que c'est uniquement par des « réformes » successives qu'on assurera le progrès de la société.

Ces « théories » réformistes sont naturellement mises au goût du jour pour être rendues plus comestibles. Par exemple, de « débat citoyen » en « débat citoyen » on conduit inévitablement au renforcement de l'exploitation capitaliste. On connaît

le résultat des palabres permanentes que mènent les dirigeants de la CFDT avec le gouvernement et le MEDEF (il arrive aux dirigeants de la CGT de participer).

Quand on regarde l'évolution de l'opinion dans notre pays, on constate que l'absence d'une perspective claire permettant de sortir du marasme actuel, pèse très lourdement. Un pourcentage élevé d'électeurs ne veut voter ni pour les uns ni pour les autres. Pour d'autres, le Front National apparaît comme une solution possible. On note que ces tendances sont marquées dans la classe ouvrière et les employés. Ce n'est pas pour nous étonner car ce sont eux qui subissent le plus durement l'exploitation capitaliste.

En même temps nous avons tous constaté que l'audience de notre parti grandissait dans des proportions certes limitées mais bien réelles. Partout où nous sommes en contact avec les travailleurs dans des entreprises, à l'Université, dans certains quartiers populaires, avec des jeunes... Partout où nous sommes connus, où nous agissons régulièrement, nous faisons la même constatation : un contact politique s'est établi, un contact solide et qui va s'élargissant. Les résultats de « Communistes aux élections cantonales devraient confirmer cette tendance.

Nous le devons à une position politique totalement différente de tous les autres, une position contraire à tout ce qu'affirment la droite, le PS et tous ses alliés, le Front National. Nous disons à ceux et à celles qui sont à la recherche d'une solution que, jusque là, ils n'ont pas trouvée : le seul moyen d'en sortir c'est de vous qu'il dépend. Uniquement de vous.

Le 1^{er} tour des élections cantonales aura lieu le 20 Mars, pour renouveler la moitié des conseillers généraux, ceux élus en 2004. C'est le dernier scrutin de ce type avant la mise en place en 2014 des conseillers territoriaux qui siègeront à la fois au département et à la région.

Ces élections vont donc donner lieu à une bataille politique intense. Tous les partis politiques de droite, extrême droite, le PS, le Front de Gauche... veulent en faire un tremplin pour la présidentielle de 2012.

Notre parti mènera partout cette bataille politique. Nous expliquerons qu'on peut faire une autre politique, en France et dans les départements, que les moyens existent mais qu'il faut pour cela lutter contre le capital et le faire reculer.

Nous dirons qu'il faut balayer Sarkozy, balayer le Front National.

Nous dirons aussi qu'il n'y a rien à attendre du PS, de ses alliés du PCF, du Front de gauche, des Verts du NPA....Le PS et ses alliés dirigent 58% des départements, 25 des 26 régions. Cela n'a rien changé pour les gens, leur vie a continué de se dégrader, les impôts locaux ont augmenté. Tout comme la droite ils subventionnent le patronat, ils livrent des secteurs au privé etc.... Les accusations réciproques du PS et la droite sur la gestion des collectivités locales n'est qu'un rideau de fumée pour masquer leur accord sur le fond : faire toujours payer les mêmes pour augmenter toujours plus les profits du capital.

Le seul vote qui permettra de dire qu'on exige une autre politique, c'est le vote pour « Communistes ». Partout où nous présentons des candidats, les électeurs auront la possibilité de voter contre le capital car ce seront les seuls candidats révolutionnaires. Nous nous adresserons à tous les électeurs. Déjà les conférences de Presse qui se sont tenues ont eu un large écho dans la presse

régionale.

Là où nous n'avons pas la possibilité d'avoir un candidat, nous serons sur le terrain, nous mèneront la campagne avec nos explications. Dans notre prochain journal et sur notre site nous mettrons à la disposition des électeurs, un bulletin qu'ils pourront mettre dans l'urne pour dire leur exigence de changement de politique avec « Communistes ». Ce sera un vote de lutte.

La preuve est maintenant archi faite que nous rencontrons un écho important partout où nous sommes présents. Redisons-le fortement encore aujourd'hui : **nous devons passer, nous allons passer à une nouvelle étape de notre développement. Portons tous nos efforts dans cette direction.** Nous l'avons souligné dans la discussion de notre 5ème congrès : l'essentiel va dépendre de notre volonté à tous les niveaux, depuis la cellule jusqu'au Comité National.

Prendre contact avec tel ou tel camarade de travail, tel salarié d'une entreprise que nous connaissons, tel camarade d'étude, tel ou tel de nos amis, de nos voisins, de nos parents...au point où nous en sommes aujourd'hui, cela est très important. Dans les départements, des camarades sont impliqués dans ce travail militant, leurs résultats sont probants, de nouveaux adhérents ont ainsi rejoint notre parti. Inspirons-nous de ce qu'ils sont en train de faire. Entreprenons cela partout à un niveau collectif, celui d'une cellule, d'une section, d'un département. Examinons à chacun de ces niveaux comment développer notre parti, son activité, son organisation. Etablissons une sorte de plan de travail que nous nous efforcerons de suivre, en faisant appel à l'aide du CN si nécessaire.

Venons-en à l'activité de notre Comité National. Nous pouvons nous féliciter encore une fois d'être devenus l'organisme dirigeant d'un parti révolutionnaire dont toutes les positions, toutes les déclarations reposent sur une analyse marxiste de la situation et de son évolution.

Nous sommes maintenant engagés nous aussi dans une étape nouvelle de notre développement. Je rappellerai les **trois directions principales de notre travail.**

Nous devons et pouvons améliorer considérablement notre activité de **propagande et de communication.** D'abord nous devons nous donner les moyens de nous exprimer le plus régulièrement possible dans les entreprises, les quartiers populaires, les facultés. Dire cela soulève aussitôt d'énormes problèmes que nous devons nous attaquer à résoudre petit à petit mais sans les écarter sous le prétexte que nous n'en aurions pas les moyens. Il serait bien que le CN suive de près les résultats obtenus. Si vous êtes d'accord nous pourrions en prendre la décision.

Le précédent Comité National avait décidé la création de trois collectifs de travail, concernant la propagande, le recrutement, les finances. Nous vous proposons si vous êtes d'accord de les confirmer.

Le mercredi 30 mars, le groupe de travail du Bureau National examinera de façon détaillée ce qu'il est indispensable d'améliorer dans la production de notre site, dans le fonctionnement de la propagande et de sa diffusion.

La question du **renforcement de notre parti** et celle de **l'amélioration de notre activité financière** sera étudiée de la même façon par les groupes travail chargés de les impulser. Il serait bien que vous donniez aujourd'hui votre avis sur ces trois

questions. Il faudrait que d'ici l'été nous soyons en mesure de faire le point de nos avancées.

Après la lutte contre la réforme des retraites, l'action des salariés continue. Grève et Manifestation Nationale à la Sécu, grève nationale des enseignants du primaire et du secondaire contre les suppressions de postes, action chez l'OREAL, au Crédit Lyonnais, dans des bureaux de postes, dans de nombreuses entreprises, sur l'emploi, les salaires. Rappelons ce qui vient de se passer aux ports et docks : les salariés avaient obtenu que le patronat signe un accord permettant à plus de 5000 ouvriers de partir en retraite de 2 à 5 ans avant l'âge légal en reconnaissance de la pénibilité du métier. Le patronat par ailleurs s'engageait à remplacer les départs par des embauches en nombre égal. Le gouvernement prétend interdire l'application de cet accord au nom de la réforme des retraites. Les organisations syndicales internationales de dockers ont appelé les travailleurs des ports européens des autres pays à refuser de décharger les navires détournés des ports français. C'est un bel exemple de solidarité ouvrière. C'est à ce moment que Chérèque est intervenu pour soutenir le gouvernement ! Il a dénoncé au « Grand rendez-vous- Europe 1- Le Parisien – aujourd'hui en France » : « un corporatisme qui met en difficulté les bassins économiques ». La lutte continue, des négociations s'ouvriront mardi prochain, la CGT a appelé à suspendre le mouvement en attendant le résultat.

« Le climat social est à l'exaspération » a rappelé le CCN de la CGT qui s'est réuni la semaine dernière. L'offensive sur le coût du travail qui serait excessif en France a lieu dans un climat revendicatif fort, avec des conflits en particulier sur les salaires dans de nombreuses entreprises. A notre avis, il est grand temps que la direction de la CGT appelle les travailleurs à l'action. Se retrouver une fois de plus aux côtés de la CFDT, sur des positions qui refusent tout affrontement de classe contre le capital, c'est une fois de plus lui laisser la voie libre. Et tout ça au nom de l'unité, c'est inadmissible ! Les camarades de notre CN qui militent dans les organisations syndicales nous donneront leur sentiment.

Voilà, cher (es) camarades l'ensemble des questions que j'étais chargé de vous rapporter. A vous la parole.

www.sitecommunistes.org